

les Espagnols avait donné une telle vitalité au peuple mexicain qu'il put effectuer son indépendance de la patrie-mère. La république l'énerva, le démoralisa et ne lui donna que des chaînes honteuses, l'opprobre et la misère. L'idée monarchique, on l'a vu, n'a jamais été complètement étouffée au Mexique, elle demeura vague, indécise, après l'empire d'Iturbide, se révéla hautement, plusieurs fois depuis 1839; le monarque fit plutôt défaut que les monarchistes. Les républicains, par intérêt, furent assez nombreux, dès 1824; par conviction, ils furent toujours rares.

Les patriotes sincères, conservateurs ou républicains, s'avouant incapables de remédier aux maux de leur patrie, désiraient l'intervention étrangère depuis longtemps, ils la demandèrent souvent, et je ne crois pas qu'on puisse les en blâmer. Ne vaut-il pas mieux sauver une mère mourante, en appelant un médecin étranger, que de la laisser mourir entre les mains d'un médecin national? Après l'expulsion, par Juarez, des ministres européens en 1861, l'Europe se décida à intervenir au nom de l'humanité et de la civilisation, et de ses propres intérêts. Le Mexique revint alors à la forme monarchique pour diriger ses destinées : « Le remède était bon, m'écrivait M. Gutierrez de Estrada, mais il fut mal appliqué. » L'empereur Maximilien ne comprit ni les besoins de sa patrie d'adoption, ni le caractère de ses habitants. Au lieu de s'aliéner les monarchistes et le clergé, il aurait dû s'appuyer sur eux, et les diriger pour les empêcher de devenir réactionnaires et de recommencer les anciennes luttes de parti; pouvait-il espérer raisonnablement de trouver des alliés dans le parti républicain?

Le but proposé par l'intervention avait été gravement compromis par les convoitises du général Prim, les imprudences, les indécisions et les lenteurs de nos chefs d'armée, mais l'empereur Maximilien, ardemment désiré, pouvait facilement réparer le mal par une conduite sage et ferme. Malheureusement, dans un pays où la politique est inutile, où les théories administratives n'ont aucune portée, où les chemins

manquent, où l'on ne demande que la protection individuelle, où le développement du commerce et de l'industrie est le premier élément de moralité, de progrès et de richesse, Sa Majesté négligea l'essentiel et ne s'occupa que de politique, de lois et de décrets dont l'application n'était possible qu'avec une énergie qui lui fit complètement défaut. Au mois de juin 1864, le Mexique était dans une situation telle, qu'il pouvait être sauvé ou perdu par les premiers actes d'autorité faits par l'empereur. Ce n'était point une question de temps, comme se l'imaginait Sa Majesté; c'était une question de tact et d'énergie qui n'admettait, au contraire, aucun atermoiement pour être décidée.

L'empereur, il est vrai, n'a été secondé par personne; mais à qui la faute? Pourquoi n'a-t-il pas écouté les conseils de l'empereur Napoléon, pourquoi ne s'est-il entouré que d'hommes ineptes ou hostiles à son gouvernement, lorsque ses conseillers étaient naturellement indiqués par les circonstances qui avaient précédé son élévation au trône et par le caractère du pays qu'il devait gouverner? La triste responsabilité de l'avortement de l'empire retombe uniquement sur la faiblesse, les illusions, les rêves et l'esprit peu pratique de ce prince infortuné. Tous les faits qui ont accompagné, hâté la chute de l'empire mexicain sont accessoires, et provenaient de la personnalité même du souverain. Tout contrat est bilatéral; si Maximilien I^{er} avait exécuté les contrats formels ou tacites passés entre lui, la France et les conservateurs mexicains, les conservateurs et la France l'auraient soutenu jusqu'au plein succès de son entreprise. Il a voulu donner au Mexique des institutions européennes, sans tenir compte de son passé, de sa situation présente, de ses mœurs, et lui imposer une livrée qui ne convenait pas à sa taille. Pour arrêter ses plans, il s'inspirait d'hommes qui ne connaissaient le Mexique et ses habitants sous aucun rapport; enfin, pour appliquer ses théories allemandes, françaises et belges, il prit des Mexicains qui n'y comprenaient rien et n'en voulaient pas!

La conduite des États-Unis, dans la question mexicaine n'était et ne pouvait être qu'une attitude, je crois l'avoir suffisamment prouvé. Cette attitude n'a précipité les événements que parce que Maximilien I^{er} laissait l'empire aller à la dérive et ne se montrait pas un souverain sérieux. Le cabinet de Washington aurait été plus modeste et plus réservé dans ses allures envers l'empire mexicain si l'empereur eût été à la hauteur de la situation. Sa Majesté n'avait que les qualités passives du monarque, il n'en avait pas les qualités actives; la création d'un empire, même dans un pays monarchiste et disposé à l'accepter avec bonheur, était une tâche au dessus de ses forces; excellent vice-roi en Lombardie, en Pologne ou dans tout autre pays de l'Europe, il ne pouvait que commettre faute sur faute dans n'importe quelle contrée du nouveau continent où tout est à faire, mais où les besoins matériels et sociaux doivent, politiquement parlant, passer avant les besoins artificiels ou secondaires d'une société déjà très avancée dans sa civilisation.

Quant au gouvernement français, à mon avis, il a commis une faute en se retirant du Mexique sans avoir suivi les traditions intéressées de la politique anglaise ou américaine. A titre d'hypothèque, il aurait dû laisser une brigade dans le département de Tehuantepec, installer un comptoir, une administration provisoire, jusqu'au paiement de la dette mexicaine. L'isthme de Tehuantepec est riche comme la plupart des provinces mexicaines; les États-Unis la convoitent depuis longtemps comme un transit économique, avantageux entre les deux océans; les droits de la guerre nous permettaient de l'occuper, d'en tirer tout le profit que nous aurions pu; cette occupation ne nécessitait pas un grand déploiement de forces, ni de grandes difficultés; je crois que nous en aurions retiré des bénéfices considérables, en attendant que le Mexique eût payé la dette qu'il avait contractée avec nous. Il est maintenant inutile de se livrer à des regrets superflus.

Un homme d'État qui signe N. N. publiait au mois de mars 1866, dans le *Times* de New-York, un remarquable article, dans lequel il disait que la question mexicaine devait être réglée au moyen d'une convention passée entre les États-Unis et les puissances européennes intéressées au maintien de l'indépendance du Mexique, pour assurer la neutralité de ce vaste pays. La neutralité de la Belgique et de la Suisse réglée par une convention analogue prouve la nécessité de s'entendre dans les questions politiques d'un intérêt général. Pour le Mexique, cette nécessité est d'autant plus impérieuse qu'elle touche aux intérêts industriels et commerciaux, à l'avenir financier de toute l'Europe.

Nous ne sommes encore qu'au printemps d'une ère nouvelle, mais les découvertes modernes de la science ont détruit les mœurs industrielles et sociales du passé; elles ont amené dans la vie des peuples et des individus une transformation considérable au point de vue physique et moral. La vapeur et l'électricité ont opéré un changement radical dans le système économique des sociétés; elles ont aboli les distances et développé le commerce et l'industrie à un tel degré qu'il est devenu de toute nécessité, pour ne pas éprouver des crises désastreuses, d'avoir les matières premières à très bas prix, la fabrication à très bon marché et un écoulement rapide des produits fabriqués. La question de la multiplicité des marchés d'achat et de vente est devenue pour l'Europe et les États-Unis une question de décadence ou de prospérité, de vie ou de mort qui s'imposera bientôt à la politique des gouvernements, car les anciens marchés sont devenus insuffisants.

En outre, maintenant que la vapeur s'est généralisée dans la navigation au long cours, le vent est moins dans la toile que dans le charbon; malheur aux peuples maritimes qui, dans dix ans, n'auront pas leur dépôt de houille assuré sur tous les rivages des deux océans! ils ne trouveront plus de marchés dans les pays lointains, et ne pourront soutenir la concurrence des peuples plus prévoyants ou plus audacieux.

L'industrie nouvelle a créé des besoins nouveaux; elle a généralisé le travail; entre les mains des gouvernements habiles, elle est devenue un puissant moyen d'améliorer la société.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur un tableau de statistique relevant les chiffres d'importation et d'exportation pour se rendre compte de l'immense mouvement industriel de l'Europe, de la somme de bien-être qu'il représente pour les classes ouvrières, de celle de calme et de sécurité pour la société tout entière. L'Europe a une population nombreuse et un territoire restreint; l'industrie y joue donc un rôle de première nécessité; quand elle est frappée par une crise quelconque, le problème du prolétariat surgit violemment avec ses menaces et ses périls. Les États-Unis tendent au monopole des produits coloniaux; leur but est de supprimer chez eux l'importation européenne, de prendre dans la manufacture le rôle actuellement rempli par l'Angleterre, la France et l'Allemagne; ils veulent être à la fois maîtres du marché métallique, du marché colonial et du marché industriel; ils l'atteindront bientôt si l'Europe n'y met obstacle. Si l'on ne songe promptement à neutraliser le Mexique, la conquête de ce pays par les États-Unis leur donnera la domination des mers, le monopole des produits du nouveau monde qui alimentent le commerce européen, du marché monétaire et la possession d'un immense territoire vierge dont le sol arable est propre aux plus riches cultures.

Le blocus de l'Europe par l'Amérique, au moyen des droits de douane sur l'importation et l'exportation des marchandises, n'est point une utopie; en ce moment il est un rêve, un jour peut-être il deviendra une réalité. Je ne rappellerai pas ici ce que j'ai déjà dit sur ce sujet dans mon *Mexique tel qu'il est*, mais qu'on y réfléchisse sérieusement; si les Yankees s'emparent du Mexique, l'Europe coalisée le leur redemandera plutôt qu'on ne le pense, car si la question d'Orient est une question d'équilibre et d'influence, celle du Mexique

est bien autrement importante, c'est une question vitale qui intéresse l'Europe entière dans ses intérêts les plus graves, dans son indépendance matérielle, sociale, politique et dans son avenir même.

FIN.

ms. 14. 1. 1. 1.



ms. 14. 1. 1. 1.

